



Conseil d'Administration

COMPTE-RENDU

24 février 2010

Le Professeur émérite en Sciences économiques, Jacques-Jean Austruy, est décédé fin janvier dans sa quatre-vingtième année. Une minute de silence en sa mémoire.

La parole est accordée au Professeur Truchet pour une annonce :

M. Michel Charasse venant d'être désigné pour rejoindre le Conseil Constitutionnel a tenu des propos - lors de son audition devant la Commission des lois Warsmann - jugés inadmissibles par M. le Professeur Truchet. Après vérification de l'enregistrement de l'audition, les propos sont les suivants :

« Il a quand même fait quelque chose le Doyen Vedel, au Conseil Constitutionnel, que moi je n'aurai pas fait : ériger en principe constitutionnel le principe d'immovibilité des professeurs de droit. Je trouve que là c'était vraiment un côté « je suis épicier et puis pour mon épicerie je me réserve mon truc ».

M. le Professeur Truchet, ancien assistant du Doyen Vedel, condamne ces propos et souhaiterait obtenir approbation du Conseil d'Administration pour rendre une note publique à ce sujet.

Le Conseil d'Administration a unanimement donné son approbation.

Ordre du jour

1. Statuts portant création de la fondation de coopération scientifique Sorbonne Universités
2. Création d'une bi-licence Droit / Histoire
3. Création d'une bi-licence Droit / Histoire de l'art
4. Rattachement d'une spécialité au domaine Droit mention Droit des affaires
- 4 bis. Modification de la cohabilitation du Master Relations Internationales.
5. Modifications des modalités visant à décerner les prix d'UFR.
6. Approbation de tarifs
7. Accord cadre de coopération entre l'Université, la faculté de droit et d'économie de Hô Chi Minh, l'Université royale de droit et sciences économiques de Phnom Penh et la fondation pour le droit continental
8. Accord de coopération entre l'Université et le Centro Unniversitário Curitiba - Unicuritiba (Brésil) pour la mise en place d'un programme d'échange.
9. Convention entre l'Université (Institut Français de Presse) et l'Université de San Andres (Argentine)
10. Approbation d'un contrat de licence d'exploitation de marque

1. Statuts portant création de la fondation de coopération scientifique Sorbonne Universités

A l'origine a été créé une association « La Sorbonne » qui devait servir de structure d'accueil à l'émergence du PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur) qui rassemble Paris II, Paris IV (Paris Sorbonne), Paris VI (UPMC – Université Pierre et Marie Curie). Bien que la loi ne dispose pas précisément que l'association fait partie des formes juridiques admissibles à la formation d'un PRES elle ne l'excluait pourtant pas. La Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, dans le cadre du Plan Campus, avait dès lors émis des réserves sur ce statut qu'elle considérait inadapté pour recevoir l'argent public.

A l'arrivée du Grand Emprunt, outre les 11 milliards accordés à l'enseignement supérieur, 8 milliards d'euros supplémentaires ont été prévus pour « une dizaine de campus d'excellence ». Ces sommes dépassant allègrement celles du Plan Campus, Madame Pécresse a marqué une claire opposition à ce que de telles sommes puissent être attribuées à une association de droit privé. Il a donc fallu faire le choix entre les différentes formes juridiques légalement prévues. En somme :

- Le Groupement d'Intérêt Economique était trop compliqué comme gestion notamment sur les ressources humaines et impliquait notamment un droit de veto du Commissaire du Gouvernement.
- L'Etablissement Public marquait la fin de l'indépendance des Universités chère à Panthéon-Assas.

Les autres formes ne convenant également pas, le choix s'est porté sur la fondation qui est apparue parfaitement compatible avec le projet.

Les différences avec l'association sont mineures.

Juridiquement, la fondation est un groupement de biens et non de personnes à l'inverse de l'association. La mission, l'objet et la finalité restent les mêmes que pour l'association.

Les statuts stipulent :

« Cette fondation a pour objet la conduite d'actions communes sur un plan stratégique, général et identitaire mais aussi en matière de vie étudiante, de formation, de recherche, de mise en commun de services et de politique internationale, et plus particulièrement :

- La coopération pédagogique et scientifique entre ses membres.
- La mise en place d'une signature commune à l'ensemble de ses membres. Cette signature sera caractérisée par l'utilisation, par les membres de la fondation, de la dénomination « Sorbonne Universités », complétées par l'utilisation par chacun d'eux de termes identifiants spécifiques en fonction du domaine d'enseignement et de recherche couvert, étant précisé que ces termes identifiants seront associés aux termes « Ecole, Laboratoire, Centre de recherche, Faculté, etc... »
- La mise en commun des moyens économiques dans le cadre de services communs à l'ensemble de ses membres ou à certains d'entre eux (dans le domaine de ressources humaines, de la finance, du patrimoine, des systèmes d'information, de la vie étudiante, etc...)
- Le partage des infrastructures et la conception de nouveaux moyens au service des étudiants.
- L'aide et l'assistance matérielle à la coopération entre partenaires dans le domaine de la pédagogie et de la recherche.
- La promotion du PRES au niveau national et international. »

Tout le fonctionnement a été importé de l'association et ne change pas.

Le PRES est composé d'un Conseil d'Administration, formé de plusieurs collègues :

- Membres fondateurs (3 membres initiaux)
- Représentants des enseignants-chercheurs
- Représentants des membres associés
- Représentants des personnalités scientifiques ou professionnels qualifiés

Sauf pour les membres fondateurs qui siègent de droit, le mandat des membres du Conseil d'Administration est de 4 ans (sauf membres associés 1 an). A noter que le recteur de l'Académie de Paris, chancelier des Universités, est commissaire du Gouvernement avec une voix consultative.

La présidence du PRES est tournante et assumée la première année par Paris II, la deuxième par Paris VI puis par Paris IV la troisième année. Dès la quatrième année le président est élue par mi les membres du CA.

Le Conseil d'Administration assume la majorité des compétences du PRES.

S'ajoute au Conseil d'Administration, un Conseil scientifique, pédagogique et de la vie universitaire composé de membres :

- Etudiants (2 par membre fondateur)
- BIATOS (2 par membre fondateur)
- Enseignants-chercheurs (4 par membre fondateur)
- Représentants des milieux socioprofessionnels (2 par membre fondateur)

Ce conseil est en réalité un condensé de nos CEVU et CS.

La réunion du CSPVU se fait par demande du Président ou d'un tiers au moins de ses membres et peut être saisi d'une question par le CA.

Au regard de la faible représentativité étudiante les élus Assas.net ont obtenu une modification des statuts permettant la saisine du CA sur une question majeure par un tiers des membres du CSPVU. L'ajout a été adopté à l'unanimité.

Un dernier conseil s'ajoute aux deux précédents: le Conseil des Membres Associés (notamment les Grandes Ecoles) composé de deux représentants de chacun des membres associés. Ils désignent les membres délégués au CA.

Le ministère avait imposé deux conditions: que la gouvernance soit ouverte (ouverte aux personnalités extérieures, étrangères – conditions assurée par les postes au CA) et restreinte (éviter les formations pléthoriques assurée par les faibles délégations des collègues).

La dénomination du PRES représentait toujours un problème car le nom « Sorbonne » est réservé et l'ajout du « la » devant le nom ne permettait tout de même pas son utilisation. La nouvelle appellation est donc devenue « Sorbonne Universités ». Après demande des services de la mairie de Paris (présent au Conseil d'Administration M. Guillaume Houzel, chargé de mission pour l'Université et la Recherche représentant M. David Kessler, Conseiller du Maire pour ce domaine) l'alinéa qui imposait aux Universités disposant d'un droit d'utilisation de la

dénomination/marque « Sorbonne » ou « La Sorbonne » de ne pas s'opposer à son utilisation par les Universités partenaires a été supprimé. Toutefois la dénomination « Sorbonne Universités » est restée sans contestation du représentant de la Mairie de Paris.

M. le Professeur Leveneur représentant de la section de droit privé a insisté sur le refus de la section de constater une fusion générale. M. le Professeur Truchet, représentant la section de droit public, s'est joint à cet avis. M. Le Président Vogel a bien affirmé qu'il était exclu que ce projet mène à la fusion et que tout projet de ce type impliquerait notre sortie du PRES.

Les statuts sont adoptés avec une abstention de M. Dalle représentant CTP dans le collège BIATOS.

2. Création d'une bi-licence Droit / Histoire

Une double formation est créée.

Il s'agit d'une filière sélective avec une entrée sur dossier qui sera ouverte dès la rentrée prochaine. La filière est ouverte pour une petite trentaine d'étudiants.

La formation combine dans l'emploi du temps du droit et de l'histoire. L'étudiant qui échouerait pourra choisir de s'orienter vers l'une ou l'autre des filières. Il est actuellement question de voir comment prolonger ces formations en M1 & M2

A ce titre le sujet de la « thèse professionnelle » a été abordé. Il s'agit d'une formation doctorale inspirée de modèles étrangers (notamment allemand) qui permet de différencier les formations doctorales en fonction de leur finalité : recherche, professionnelle, enseignement. La thèse professionnelle permet à terme d'obtenir le titre de docteur, comme pour le « juris doctor » américain, avec une formation réduite qui ne porterait que sur un an et demi/deux ans.

La structure du PRES devrait nous permettre de développer ce type de formation.

Adopté.

3. Création d'une bi-licence Droit / Histoire de l'art

(cf. supra)

Adopté.

4. Rattachement d'une spécialité au domaine Droit mention Droit des affaires

Adopté.

4 bis. Modification de la cohabitation du Master Relations Internationales.

Le Master de Relations Internationales assuré par M. le Professeur Serge Sur était à l'origine associé à Paris III. L'Université Paris III ayant rejoint le PRES « Paris Cité », ce Master sera désormais partagé avec Paris IV.

Adopté.

5. Modifications des modalités visant à décerner les prix d'UFR.

Le concours UFR, désormais dénommé « Concours de l'Université », modifie son déroulement en abandonnant le système du roulement entre matières de droit public et matières de droit privé. Toutes les matières seront ouvertes aux candidats pour chaque année de licence.

Le concours aura lieu cette année le samedi 15 mai 2010.

Adopté.

6. Approbation de tarifs

Adopté.

7. Accord cadre de coopération entre l'Université, la faculté de droit et d'économie de Hô Chi Minh, l'Université royale de droit et sciences économiques de Phnom Penh et la fondation pour le droit continental

Adopté.

8. Accord de coopération entre l'Université et le Centro Unniversitário Curitiba - Unicuriaba (Brésil) pour la mise en place d'un programme d'échange.

Adopté.

9. Convention entre l'Université (Institut Français de Presse) et l'Université de San Andres (Argentine)

Adopté.

10. Approbation d'un contrat de licence d'exploitation de marque

La marque « Panthéon-Assas » est déposée et ce contrat précise les modalités d'exploitation.

La marque sera exploitée par la société « Campus de France » qui gère déjà notamment la marque « Paris Dauphine ». Cette licence permettra de produire des produits commerciaux de la marque « Panthéon-Assas ». Un directoire composé d'un membre de la société et un de l'Université sera chargé d'établir un cahier présentant les différents produits qui seront exploités. Il sera présenté aux élus.

La vente s'effectuera par la mise en place d'un site internet dédié.

Suite à l'inquiétude de certains Professeurs, il a été confirmé que cette licence ne toucherait pas au secteur de l'édition.

Le contrat de licence a été réduit à 3 ans au lieu de 5, de manière à effectuer un bilan au plus tôt. La procédure serait trop complexe pour ne la produire que sur un an ou deux.

Les associations seront en mesure d'être revendeuses des produits avec des tarifs préférentiels.